constructeurs, et une forte opposition de nombreux milieux, y compris deux rébellions et beaucoup de connivence politique, financière et administrative. Ce fut la détermination inébranlable de Macdonald, pour laquelle il a payé un lourd tribut, qui a contribué à mener le projet à terme.

Il y a, bien sûr, beaucoup plus à dire sur la vision, le caractère et les réalisations de Macdonald. Mais ces quelques points suffisent à étayer l'affirmation que sir John A. Macdonald était en effet un homme d'État considérable, possédant la vision, la connaissance, la ruse, le caractère, et le courage d'accomplir de grandes choses. Il a été, comme son plus récent biographe, Richard Gwyn, l'a noté "The Man Who Made Us", «l'homme qui nous a faits».[5] Il était un bâtisseur de la nation dans une ère de grands bâtisseurs de nations : Cavour en Italie, Bismarck en Allemagne, et, pas très loin, Lincoln qui cherchait à maintenir et à reconstruire des États-Unis désunis.

Macdonald appartient à ce panthéon des grands bâtisseurs de nations qui ont refaçonné l'histoire et la nature de leurs pays au 19e siècle — et il l'a fait sans effusion de sang, mais par la puissance de sa personnalité, en capturant dans une mesure sans précédent les cœurs et la confiance de ses collègues et de tous les Nord-Américains britanniques. Son premier biographe majeur, G. Mercer Adam, dans une œuvre publiée un an après la mort de John A., l'appelait «l'homme d'État patriote du Canada»[6]. C'est une évaluation valide et une épitaphe bien méritée.

NOTES

1 La vie de Macdonald a été superbement racontée dans la biographie magistrale de Donald Creighton, *John A. Macdonald* tomes I et II. Toronto : Macmillan Company of Canada, 1952-1955.

2 Thomas H.B. Symons, "Ontario's Quiet Revolution," dans *One Country or Two*: 173-174, éd. R.M. Burns, Montreal : McGill-Queen's University Press, 1971.

3 Canada, Parlement, Chambre des communes, *Debates Official Report*, 1890, XXIX : 746-748.

4 *Meta Incognita : A Discourse of Discovery Martin Frobisher's Arctic Expeditions*, 1576-1578, éd. Thomas H.B. Symons, Ottawa : The Canadian Museum of Civilization, 1999.

5 Richard Gwyn, *John A. : The Man Who Made Us*, Tome I de Life and Times of John A. Macdonald. Toronto : Random House Canada, 2007.

6 G. Mercer Adam. *Canada's Patriot Statesman : The Life and Career of the Right Honourable Sir John A. Macdonald, G.C.B., P.C., D.C.L., LL.D.*, Toronto : Rose Publishing, 1891.

JOHN ALEXANDER MACDONALD : UN HOMME FAÇONNÉ PAR SON ÉPOQUE

DESMOND MORTON est professeur d'histoire émérite Hiram Mills de l'Institut McGill pour l'étude du Canada.

Sir John A. Macdonald est un produit de son 19e siècle. La plupart des immigrants écossais apportaient au jeune pays deux énormes atouts. Le presbytérianisme de leur patrie demandait à ce que ses membres soient assez instruits pour être en mesure de lire la bible chrétienne. Une fois cette compétence acquise, ils apprenaient habituellement un métier. Lorsqu'ils arrivaient dans le Nouveau Monde, ils étaient capables de gagner leurs vies et communiquer avec leurs nouveaux voisins. Ils possédaient des atouts qui ont longuement manqué aux immigrants provenant de l'Angleterre et de l'Irlande.

Macdonald est arrivé dans le Haut-Canada alors qu'il était encore trop jeune pour avoir été instruit ou avoir appris un métier profitable. Il possédait à la fois l'ambition et le talent pour surmonter ces difficultés et commencer à étudier le droit et développer ses talents considérables par lui-même. À cette époque, de même que de nos jours, le droit est la profession qui permet à un individu d'acquérir du pouvoir au cœur d'un système politique axé sur les talents oratoires et l'argumentation. Macdonald avait appris à maîtriser une habileté politique essentielle en cette société où la grande majorité des gens étaient désespérément pauvres : il savait cultiver la reconnaissance.

Les électeurs, comme tout Canadien, s'attendaient à recevoir un retour sur leur investissement, que ce soit par une acre de terre marécageuse, un porcelet ou un politicien. Un homme honnête remboursait ses dettes et un vote était considéré comme un prêt qui devait être repayé par l'obtention d'un emploi ou d'un contrat ou d'une autre forme de retour sur l'investissement fait par l'électeur. Les grandes

promesses étaient aussi utiles à un agriculteur ou à un ouvrier urbain que l'air chaud sortant de la bouche d'un politicien.

En tant que premier ministre, John A. Macdonald a patiemment collectionné les votes qui lui ont permis d'unir le Haut et le Bas-Canada en un partenariat en 1841, partenariat qui n'avait d'abord pas été désiré, mais qui s'est plus tard avéré assez profitable pour rallier la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick (tous deux craignaient le nationalisme irlandais du Fenian Brotherhood et étaient également impatients de pouvoir être reliés à une Confédération beaucoup plus grande par le chemin de fer).

Certes, le chemin de fer transcontinental possédait trop de stations et avait coûté beaucoup plus que ce qu'il aurait dû, mais il a semé la reconnaissance presque partout où ses rails se sont rendus. Le transcontinental allait par la suite être joint par un autre chemin de fer, celui-ci considérablement plus long et plus coûteux, qui allait se rendre jusque sur la côte pacifique, traversant une « grande étendue solitaire » à l'ouest, qui était prétendument rempli de richesses inimaginables, si Macdonald se montrait capable de garder sa Confédération ensemble.

En l'occurrence, il n'en a pas été capable. Une récession a frappé le pays et un maçon écossais maladroit, Alexander Mackenzie, a remplacé Macdonald, mais seulement pour quatre années qui ont été marquées par le chômage, la pauvreté et le désespoir. Macdonald a été réélu en 1878 avec une politique nationale qui visait à récompenser les Canadiens par des emplois dans des entreprises qui produisaient tout bien qui n'était pas importé à cause des tarifs de douane élevés. La stratégie a-t-elle fonctionné ? Probablement pas, mais chaque Canadien qui avait alors décroché un emploi allait se faire rappeler qu'il devait son revenu à Sir John A. La reconnaissance était un juste retour.

Dans notre imaginaire moderne, Macdonald apparait souvent comme un ivrogne. Il n'a pas été un ange, cela est certain. La boisson était le refuge d'un homme dont la vie était marquée par la tragédie familiale (sa fille était mentalement et physiquement handicapée) et représentait une source de réconfort lors des longues heures et des courtes nuits de la vie politique. « Un Sir John A ivre vaut mieux qu'un Alex Mackenzie sobre, » pouvait-on lire sur un slogan partisan qui reflétait l'opinion canadienne de l'époque.

Des propos encore plus sévères accusent Macdonald d'être responsable des écoles résidentielles, un système qui était conçu afin d'étendre les cultures dominantes des deux Canada aux Premières Nations. Mais quelles autres options avait-il à cette époque ? Est-ce que deux cultures diamétralement opposées pourraient coexister pacifiquement ? Les voisins américains avaient conclu que, comme George Washington l'avait soutenu, les loups et les Indiens devaient être éliminés si les Américains voulaient pousser leurs frontières à l'ouest. Thomas Jefferson avait accepté cette conclusion en destinant les peuples autochtones

au génocide. L'alternative au génocide, Macdonald avait conclu, était l'assimilation par l'éducation. Mais comment est-ce que cette idée pourrait être mise en pratique par un gouvernement profondément endetté à cause de la construction du chemin de fer ? La réponse dans les années 1880 semblait évidente et inévitable. Puisque les explorateurs de la Nouvelle-France avaient auparavant justifié leurs actions en soutenant qu'ils emmenaient la civilisation chrétienne aux pauvres âmes perdues des Sauvages, leur tâche était donc à la fois inachevée et soutenue avec enthousiasme par la grande majorité des chrétiens canadiens. Qui aurait pu prévoir ou même décrire les comportements que ces dévots chrétiens exhiberaient dans des pensionnats qu'ils avaient construits pour leurs nobles intentions ? À l'époque de Macdonald, toute autre solution aurait semblé être une erreur de jugement politique grotesque.

Les historiens ne peuvent pas facilement échapper aux questions hypothétiques, bien qu'ils doivent essayer de le faire. Lorsque pressé de répondre, j'ai appris à donner la plus pessimiste des réponses que je peux imaginer étant donné que mon public oubliera presque tout aussitôt ma morosité et, par sa propre volonté, arrivera à une conclusion plus optimiste. Ce que nous pouvons faire est de décrire ce qui s'est produit et, lorsque cela est possible, offrir une explication aussi plausible que le temps a pu nous révéler. Oui, Sir John A. Macdonald a intégré le principe de la reconnaissance dans la politique canadienne, en offrant, par exemple, une pension généreuse à un avocat pour passer le reste de sa vie en cour. Oui, Sir John A. buvait parfois trop, mais la technologie permettant de « conduire sous l'influence » n'avait alors pas encore été inventée. Et, oui, Macdonald a opté pour le meilleur instrument dont il disposait à son époque pour aider les gens de nos Premières Nations à accéder à des cultures européennes qui avaient dominé et continuait à dominer le pays qu'il avait contribué à créer et à unir.

Macdonald était un homme talentueux et un Canadien qui s'était entouré des plus habiles hommes de son temps. Son époque ne lui a pas permis d'élargir son cercle pour y inclure des femmes, mais il a été un sujet consciencieux de la reine Victoria, la reine britannique ayant eu le plus long règne, et le mari dévoué de Isabella Clark et, suite à sa mort précoce, de Susan Bernard.

Dans toute démocratie, un politicien élu est une personne de son époque et une victime de la myopie de celle-ci. La démocratie, comme Winston Churchill a avoué en 1947, « est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes que nous avons de temps en temps essayées. »